

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

29 octobre 2019

**PROPOSITION DE RÉOLUTION**

**concernant les investissements de Belfius et  
de la SFPI dans les énergies fossiles et  
les activités non éthiques**

(déposée par MM. Gilles Vanden Burre  
et Dieter Vanbesien et consorts)

---

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

29 oktober 2019

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

**over de investeringen van Belfius  
en van de FPIM in fossiele energie  
en onethische activiteiten**

(ingediend door de heren Gilles Vanden Burre  
en Dieter Vanbesien c.s.)

---

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 <sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

### 1. Les banques investissent trop dans les énergies fossiles

L'Union européenne veut réduire, d'ici à 2030, les émissions de CO<sub>2</sub> de 40 % par rapport à 2005.

Les efforts de l'UE pour y arriver passent par la réalisation d'une série d'objectifs nationaux: la Belgique doit émettre 35 % de CO<sub>2</sub> en moins. Mais notre pays n'en est encore qu'à quelque 14 % de réduction pour l'échéance de 2030, ce qui est même inférieur d'un point de pourcentage à ce qui devrait être déjà réalisé pour 2020.

En contradiction avec tous les engagements internationaux en matière climatique et malgré les risques d'instabilité financière engendrés par de tels investissements, trop de banques continuent d'investir dans les énergies fossiles. Une étude d'avril 2017 de la Coalition Climat<sup>1</sup> indique que les banques belges investissent massivement dans les énergies fossiles<sup>2</sup>. Au total, selon cette étude, ce sont plus de 40 milliards d'euros qui auraient été investis par les banques belges dans le secteur des énergies fossiles durant les deux dernières années. Ont été pointées du doigt: BNP Paribas Fortis, ING, KBC, ainsi que Belfius. Cette dernière, via son gestionnaire de patrimoine Candriam, aurait investi 679 millions d'euros dans les énergies fossiles<sup>3</sup>.

Le groupe Ecolo-Groen souhaite que la société belge se dirige vers un modèle plus durable, via un effort généralisé pour une plus grande efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables. En matière environnementale, les auteurs pensent d'ailleurs qu'il ne suffit pas de faire face aux coûts du changement climatique – des coûts qui pèsent non seulement sur l'autorité publique mais également sur le "vivre ensemble". Il est également nécessaire d'avoir une vision préventive des choses. En d'autres termes, il faut s'attaquer aussi à la source du problème et mettre en place des modèles alternatifs. À cet égard, les banques jouent un

<sup>1</sup> VANAERSCHOT Franck, "des banques zéro fossile pour lutter contre la bulle du carbone", Coalition Climat et Fairfin, 2017.

<sup>2</sup> L'étude a été relayée par le Standaard, Le Soir et La Libre Belgique, "Les banques en Belgique investissent massivement dans les combustibles fossiles": <http://www.lalibre.be/economie/libre-entreprise/les-banques-en-belgique-investissent-massivement-dans-les-combustibles-fossiles-voici-le-fumant-classement-58f70821cd70812a6585e89d>, consulté le 20 avril 2017.

<sup>3</sup> *Idem.*

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

### 1. De banken investeren te veel in fossiele energie

De Europese Unie wil tegen 2030 een CO<sub>2</sub>-uitstootniveau bereiken dat 40 % lager ligt dan dat van 2005.

De inspanningen die de EU daartoe moet leveren, houden in dat de lidstaten diverse doelstellingen in acht moeten nemen. België moet zijn CO<sub>2</sub>-uitstoot verminderen met 35 %, maar ons land noteert amper 14 % minder ten opzichte van hetgeen tegen 2030 moet worden gedaan, hetgeen zelfs één procentpunt lager is dan wat gedaan moet zijn tegen 2020.

Ondanks alle internationale klimaatverbintenissen blijven te veel banken investeren in fossiele energie. Nochtans veroorzaken dergelijke investeringen ook risico's op financiële instabiliteit. In april 2017 heeft een studie van de Klimaatcoalitie aangegeven dat de Belgische banken<sup>1</sup> echt veel investeren in fossiele energie<sup>2</sup>. Volgens deze studie zouden de Belgische banken de jongste twee jaar in totaal meer dan 40 miljard euro hebben geïnvesteerd in fossiele energie. Het gaat hierbij om de volgende instellingen: BNP Paribas Fortis, ING, KBC en Belfius. Belfius zou – via haar vermogensbeheerder Candriam – 679 miljoen euro in fossiele energie hebben geïnvesteerd<sup>3</sup>.

De Ecolo-Groenfractie wil dat de Belgische samenleving evolueert naar een duurzamer model, via een algemene inspanning ten bate van een grotere energie-efficiëntie en via de ontwikkeling van hernieuwbare energiebronnen. Inzake milieu menen de indieners overigens dat het niet volstaat de kosten van de klimaatverandering aan te pakken; die vormen niet alleen een last voor de overheid, maar ook voor het samenleven. Er is tevens een preventieve kijk op de zaak nodig. Men moet met andere woorden het probleem aanpakken bij de bron en alternatieve modellen opzetten. Bij het ondersteunen van de inspanningen op dat vlak en bij het

<sup>1</sup> VANAERSCHOT Franck, "Fossielvrije banken in de strijd tegen de koolstofzeepbel", Klimaatcoalitie en Fairfin, 2017.

<sup>2</sup> Van die studie werd verslag uitgebracht in *De Standaard*, *Le Soir* en *La Libre Belgique*, "Les banques en Belgique investissent massivement dans les combustibles fossiles": <http://www.lalibre.be/economie/libre-entreprise/les-banques-en-belgique-investissent-massivement-dans-les-combustibles-fossiles-voici-le-fumant-classement-58f70821cd70812a6585e89d>, geraadpleegd op 20 april 2017.

<sup>3</sup> *Idem.*

rôle primordial pour soutenir ces efforts et la création d'emplois durables et de qualité. Le cas de Belfius est d'autant plus important qu'il s'agit d'une banque qui appartient à l'État belge.

Via une campagne nationale, la "Coalition climat" appelle les établissements bancaires belges à revoir profondément leurs politiques d'investissements. Intitulé "Des banques zéro fossile pour lutter contre la bulle du carbone", le rapport qu'elle a publié récemment sur le sujet a été réalisé en collaboration avec Fairfin et Greenpeace.

On peut lire dans ce rapport que Belfius a l'ambition de ne plus accorder de nouveaux crédits en faveur des combustibles fossiles. Cette banque présente également un scénario d'extinction qui montre comment les crédits actuellement en cours disparaîtront du bilan d'ici 2020. Belfius déclare également appliquer une politique climatique pour ses activités d'assurance, suivant les règles du fonds souverain norvégien (voir ci-après à propos du cas norvégien).

Si l'on en croit les propos de ses dirigeants, Belfius s'inscrirait donc dans une démarche positive. Mais il faut que ces déclarations d'intention se réalisent dans les faits. Par ailleurs, le rapport fait état d'un problème: Belfius ne prend pas position à l'égard du financement général des entreprises minières et énergétiques. Il n'existe pas de règles précises à cet égard. Par contre, BNP Paribas Fortis, ING ou KBC sont demandeurs d'une stratégie de diversification pour ce type d'entreprises.

Concernant les investissements via des assurances, des placements pour compte propre et compte de tiers de Belfius, la situation est contrastée. Les activités d'assurance suivent bien des critères sur le modèle norvégien en ce qui concerne la production de charbon. Mais il s'agit d'une démarche insuffisante. Selon le rapport, il faudrait que Belfius étende sa politique de financement aux investissements en actions et obligations gérés pour compte propre et pour compte de tiers.

Les auteurs estiment que la SFPI (Société Fédérale de Participations et d'Investissement) a également un rôle à jouer. La SFPI a réalisé seize nouveaux investissements en 2017, représentant un engagement total de 65,25 millions d'euros et a réalisé des investissements de suivi pour 84,41 millions d'euros en 2017. La Société fédérale de Participations et d'Investissement (SFPI) clôture son exercice social 2017 avec un total bilantaire de 2 246,24 millions d'euros. Comme le dit d'ailleurs son administrateur général, "l'année 2017 est peut-être l'année des records pour le nombre d'investissements,

créer van duurzame kwaliteitsjobs is voor de banken een uiterst belangrijke rol weggelegd. Dit geldt des te meer voor Belfius, aangezien die bank eigendom is van de Belgische Staat.

Via een nationale campagne roept de Klimaatcoalitie de Belgische bankinstellingen op om hun investeringsbeleid ten gronde te herzien. Onlangs heeft die organisatie, in samenwerking met Fairfin en Greenpeace, een rapport aan dat thema gewijd, onder de titel "Fossilvrije banken in de strijd tegen de koolstofzeepbel".

In dat rapport kan men lezen dat Belfius de ambitie heeft om geen nieuwe kredieten te verlenen aan fossiele brandstoffen. Bovendien stelt die bank een uitdoofscenario voor; dat laat zien hoe de thans lopende kredieten tegen 2020 uit de balans zullen verdwijnen. Ook bij de verzekeringsactiviteiten zou Belfius – naar eigen zeggen – een klimaatbeleid voeren waarbij de criteria van het Noorse staatsfonds zouden worden gevolgd (zie hierna voor een bespreking daarvan).

Als men het management van Belfius mag geloven, zou de bank dus op de goede weg zijn. Die intentieverklaringen moeten nu echter worden omgezet in tastbare feiten. Het rapport vermeldt in dat verband een probleem: Belfius neemt geen standpunt in omtrent de algemene financiering van mijnbouw- en energiebedrijven. Hierover bestaan geen nauwkeurige regels. BNP Paribas, ING en KBC vragen daarentegen wel een diversificatiestrategie voor dat soort bedrijven.

Inzake de investeringen via verzekeringen en beleggingen voor eigen rekening of voor rekening van derden is de situatie bij Belfius niet eenduidig. Bij de verzekeringsactiviteiten volgt men weliswaar de uit het Noorse model afkomstige criteria betreffende de steenkoolsector, maar dat volstaat niet. Volgens het rapport zou het financieringsbeleid van Belfius moeten worden uitgebreid met criteria voor de beleggingen in aandelen en obligaties, zowel wanneer die geschieden voor eigen rekening als wanneer ze gebeuren voor rekening van derden.

De indieners menen dat ook voor de FPIM (Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij) een rol is weggelegd. De FPIM heeft in 2017 zestien nieuwe investeringen gerealiseerd (goed voor een totale toezegging van 65,25 miljoen euro) en in datzelfde jaar waren er voor 84,41 miljoen euro aan opvolgingsinvesteringen. De Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij (FPIM) sluit haar boekjaar 2017 af met een balanstotaal van 2 246,24 miljoen euro. De afgevaardigd bestuurder verwoordt het zo: "In 2017 vestigde de FPIM misschien wel een record wat het aantal investeringen betreft, want er

en hausse de 16 nouvelles participations<sup>4</sup>. Il s'avère que la SFPI n'a jamais fixé de critères objectifs formalisés lui permettant de faire des investissements éthiques ou durables (excluant les énergies fossiles, par exemple). Le député Gilles Vanden Burre a posé plusieurs questions à ce sujet au ministre des Finances.

Il existe bien une charte d'investissement, mais qui ne propose pas de critères éthiques et durables clairs et objectivables<sup>5</sup>. Pour les auteurs de la présente proposition de résolution, cette charte d'investissement n'est pas suffisante. Un texte plus ambitieux et plus contraignant doit être adopté. De plus en plus d'acteurs économiques et financiers ont fait le choix de tourner le dos aux énergies fossiles.

La campagne "*divestment*" en est un bon exemple. "*Divestment*" désigne un mouvement opposé à l'action d'investir. Il pourrait être traduit par "désinvestissement" en français. En général, le désinvestissement se fait pour des raisons éthiques ou morales. Un mouvement important de désinvestissement a eu lieu dans les années 80 contre le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud. Aujourd'hui, le terme fait plutôt référence à l'action de contrer l'investissement dans les énergies fossiles. Ainsi, près de 1 000 institutions de 76 pays, gérant 7 000 milliards de dollars d'actifs, sont sorties des énergies fossiles depuis septembre 2012. Universités, fonds de pension, groupes religieux, organisations de santé, compagnies d'assurance et entités culturelles, entre autres, figurent au nombre des institutions qui s'engagent à "désinvestir".

Il en va de même concernant les investissements éthiques. Le fonds de pension norvégien a par exemple récemment exclu d'investir dans une centaine d'entreprises sur la base de leur "mauvaise conduite" (violation des droits de l'homme, non-respect de l'environnement, corruption), de leur production d'armes nucléaires, de sous-munitions ou bien encore de tabac.

<sup>4</sup> Source: rapport annuel de 2018 de la SPFI.

<sup>5</sup> En termes de plus-value sociétale, les indicateurs sont ceux-ci: utilité sociale des biens et services produits; aspects liés à l'emploi; respect de la législation et de la réglementation générale; aspects éthiques: attention portée à l'éthique, adoption de codes de bonne conduite et respect effectif de ces codes; respect des aspects environnementaux, tels que la participation à la protection de l'environnement et application du principe de précaution face aux problèmes de l'environnement ou encore gestion rationnelle de l'énergie; aspects liés au respect des droits de l'homme des personnes affectées par les activités de l'entreprise; aspects liés au droit des consommateurs (source: site Internet de la SFPI).

waren 16 nieuwe participaties (...) <sup>4</sup>. Het is gebleken dat de FPIM nooit formele en objectieve criteria heeft vastgelegd om op ethische en duurzame wijze te kunnen investeren (waarbij bijvoorbeeld investeringen in fossiele energie zouden worden uitgesloten). Volksvertegenwoordiger Gilles Vanden Burre heeft hieromtrent meerdere vragen gesteld aan de minister van Financiën.

Er bestaat wel een investeringscharter, maar dat bevat geen duidelijke en objectieve ethische criteria noch dito duurzaamheidscriteria<sup>5</sup>. Volgens de indieners van dit voorstel van resolutie volstaat dat investeringscharter niet. Er moet een tekst worden aangenomen die meer ambitie koestert en meer bindend is. Almaar meer economische en financiële actoren hebben ervoor geopteerd de fossiele energiebronnen de rug toe te keren.

De *divestment*-campagne is een goed voorbeeld daarvan. *Divestment* staat voor een stroming die ingaat tegen het "investeren" op zich en die zou kunnen worden vertaald als "desinvestering". Doorgaans wordt aan desinvestering gedaan om ethische of morele redenen. In de jaren 80 was een krachtige desinvesteringbeweging gericht tegen het Zuid-Afrikaans apartheidregime. Thans verwijst dat begrip veeleer naar de stroming die wil ingaan tegen het investeren in fossiele energie. Zo zijn sinds september 2012 bijna 1 000 instellingen in 76 landen, die voor 7 000 miljard dollar aan activa in beheer hebben, uit de fossiele energie gestapt. Onder meer universiteiten, pensioenfondsen, religieuze groeperingen, gezondheidsorganisaties, verzekeringsmaatschappijen en culturele entiteiten hebben zich ertoe verbonden te "desinvesteren".

Ook met betrekking tot ethisch investeren gaat het die kant op. Het Noorse Pensioenfonds bijvoorbeeld heeft onlangs beslist dat een honderdtal ondernemingen niet in aanmerking komen voor investeringen, op grond van hun "wangedrag" (schending van de mensenrechten, geen eerbied voor het milieu, corruptie) of omdat zij kernwapens, clustermunitie of tabak produceren.

<sup>4</sup> Bron: jaarverslag 2018 van de FPIM.

<sup>5</sup> Met betrekking tot de maatschappelijke meerwaarde gaat het om de volgende indicatoren: maatschappelijk nut van de geproduceerde goederen en de geleverde diensten; werkgerelateerde aspecten; inachtneming van de wetgeving en van de algemene regelgeving; ethische aspecten (aandacht voor ethiek, de goedkeuring van gedragscodes en de effectieve inachtneming van deze codes); eerbied voor milieuaspecten, zoals de participatie aan milieubescherming en de toepassing van het voorzorgsbeginsel bij het wegwerken van milieuproblemen, of nog rationeel energiebeheer; aspecten die verband houden met de inachtneming van de rechten van mensen die de impact ervaren van de activiteiten van de onderneming; aspecten die verband houden met de rechten van de consumenten. Bron: website van de FPIM.

Les auteurs appellent ainsi le gouvernement belge à agir contre l'investissement dans les énergies fossiles et les entreprises non éthiques. En particulier, via Belfius et la SFPI, organismes dans lesquels l'État fédéral a encore actuellement les pleins pouvoirs de décision.

Une proposition de loi a été déposée par le groupe Ecolo-Groen le 26 janvier 2016. Elle modifie la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, instaurant un stress test CO<sub>2</sub> pour les banques et organisant le désinvestissement progressif par les banques dans le secteur des énergies fossiles<sup>6</sup>.

## 2. Pourquoi désinvestir dans les énergies fossiles?

### 2.1. Par cohérence vis-à-vis de nos engagements en matière climatique

Si, au plan belge comme au plan international, il apparaît particulièrement difficile, d'une part, de conclure et de respecter des engagements clairs, ambitieux et contraignants quant à la diminution de la production de gaz à effet de serre (GES) et, d'autre part, de réaliser des progrès en matière de production d'énergies renouvelables (chaque pays ou chaque région attendant que son voisin réalise l'effort à sa place), personne ou presque dans la communauté internationale ne remet officiellement en doute la nécessité d'agir.

Indépendamment des nouveaux accords à trouver et à appliquer au niveau belge comme au niveau international, il existe d'ores et déjà au niveau belge des objectifs clairs, bien qu'ils soient insuffisants par rapport à l'enjeu et aux attentes de la société civile et scientifique.

Pour rappel, l'UE veut réduire, d'ici à 2030, les émissions de CO<sub>2</sub> de 40 % par rapport à 2005.

Les efforts de l'UE pour y arriver passent par la réalisation d'une série d'objectifs nationaux: la Belgique doit émettre 35 % de CO<sub>2</sub> en moins. Mais notre pays n'en est encore qu'à quelque 14 % de réduction pour l'échéance de 2030, ce qui est même inférieur d'un point de pourcentage à ce qui devrait être déjà réalisé pour 2020.

<sup>6</sup> Proposition de loi modifiant la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, instaurant un stress test CO<sub>2</sub> pour les banques et organisant le désinvestissement progressif par les banques dans le secteur des énergies fossiles, Doc. Chambre, 54 1719/001.

In dat verband verzoeken de indieners van dit voorstel van resolutie de Belgische regering op te treden tegen het investeren in fossiele energiebronnen en in niet-ethische ondernemingen, inzonderheid via Belfius en de FPIM, aangezien de Federale Staat in die instellingen momenteel nog over de volle beslissingsbevoegdheid beschikt.

Op 26 januari 2016 heeft de Ecolo-Groen-fractie een wetsvoorstel ter zake ingediend tot wijziging van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen, tot instelling van een CO<sub>2</sub>-stresstest voor de banken en tot geleidelijke desinvestering van de banken in de sector van de fossiele energie<sup>6</sup>.

## 2. Waarom desinvesteren in fossiele energie?

### 2.1. Een coherente reactie, gelet op onze klimaatverbintenissen

Zowel op Belgisch als op internationaal niveau blijkt het uitermate moeilijk duidelijke, ambitieuze en dwingende verbintenissen op het vlak van de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen (BKG) te sluiten en in acht te doen nemen, en tegelijk vooruitgang te boeken inzake de productie van hernieuwbare energie (elk land of elke regio kijkt naar zijn buur in de hoop de inspanning niet zelf te moeten leveren). Toch twijfelt officieel niemand – of nagenoeg niemand – in de internationale gemeenschap eraan dat moet worden ingegrepen.

Los van nieuwe overeenkomsten die zowel op Belgisch als op internationaal niveau moeten worden gevonden en moeten worden geïmplementeerd, liggen op Belgisch niveau nu al duidelijke doelstellingen vast. Deze volstaan echter niet in het licht van de belangen die op het spel staan en van de verwachtingen van het middenveld en de academische wereld.

Nogmaals: de Europese Unie wil tegen 2030 een CO<sub>2</sub>-uitstootniveau bereiken dat 40 % lager ligt dan dat van 2005.

De inspanningen die de EU daartoe moet leveren, houden in dat de lidstaten diverse doelstellingen in acht moeten nemen. België moet zijn CO<sub>2</sub>-uitstoot verminderen met 35 %, maar ons land noteert amper 14 % minder ten opzichte van hetgeen tegen 2030 moet worden gedaan, hetgeen zelfs één procentpunt lager is dan wat gedaan moet zijn tegen 2020.

<sup>6</sup> Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen, tot instelling van een CO<sub>2</sub>-stresstest voor de banken en tot geleidelijke desinvestering van de banken in de sector van de fossiele energie, Doc. Kamer, DOC 54 1719/001.

Dans la note de politique générale de 2018 sur le développement durable, l'énergie et l'environnement, le gouvernement affirme d'ailleurs que: "le fédéral continuera de plaider en faveur d'un régime climatique multilatéral ambitieux et efficace, ancré dans le cadre plus large d'un développement durable, respectueux des droits humains et attentif aux plus vulnérables".

L'accord de la COP21 de Paris prévoit quant à lui de maintenir le réchauffement de la planète "bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels" et de "poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5 °C". Et ce "en reconnaissant que cela réduirait significativement les risques et impacts du changement climatique."

En termes d'émissions de gaz à effet de serre, il est (seulement) prévu dans l'accord de viser "un pic des émissions mondiales de gaz à effet de serre dès que possible".

Des versions antérieures retenaient un objectif de baisse de 40 % à 70 %, ou même de 70 % à 95 %, d'ici à 2050. Si ces mentions, jugées trop contraignantes par certains pays, ont été gommées, l'objectif à plus long terme, "dans la seconde moitié du siècle", est de parvenir à "un équilibre" entre les émissions d'origine anthropique et leur absorption par des puits de carbone (océans, forêts ou, sans que le texte le formule explicitement, enfouissement du CO<sub>2</sub>).

Le GIEC juge quant à lui nécessaire de baisser de 40 % à 70 % les émissions mondiales d'ici à 2050, pour éviter un emballement climatique incontrôlable. L'Accord de Paris est entré en vigueur le 4 novembre 2016. Quels que soient les avis des uns et des autres sur le caractère suffisant ou non de ces engagements, il convient à présent que les actes concrets soient conformes aux ambitions climatiques déclarées.

S'engager, d'une part, à atteindre des objectifs plus ou moins ambitieux en matière de diminution des GES et d'augmentation de la production d'énergies renouvelables et, d'autre part, continuer à soutenir financièrement les énergies fossiles ou laisser les établissements bancaires continuer à le faire de façon massive serait tout sauf cohérent. D'autant plus que des études nationales, européennes et mondiales prouvent qu'il est économiquement et techniquement possible d'assurer 100 % de l'approvisionnement en énergie à partir d'énergies renouvelables d'ici 2050<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> <http://www.greenpeace.org/international/en/press/releases/2015/100-Renewable-Energy-for-All1/http://www.roadmap2050.eu/>.

In de beleidsnota van 2018 over duurzame ontwikkeling, energie en milieu, stelt de federale regering dat zij zal "blijven pleiten voor een ambitieus en effectief multilateraal klimaatregime, ingebed in de bredere context van duurzame ontwikkeling, met respect voor de mensenrechten en oog voor de meest kwetsbaren".

Het akkoord dat op de COP21 in Parijs werd gesloten, bepaalt dan weer dat de opwarming van de planeet moet worden beperkt tot "*well below 2° C above preindustrial levels*" en dat de inspanningen worden voortgezet "*to limit the temperature increase to 1.5° C*". Daarbij wordt erkend dat "*this would significantly reduce the risks and impacts of climate change*".

Wat de uitstoot van broeikasgassen betreft, wordt (enkel) bepaald dat die wereldwijd zo snel mogelijk zijn piek moet bereiken.

In eerdere teksten was sprake van doelstellingen om de uitstoot tegen 2050 te verminderen met 40 % tot 70 %, of zelfs met 70 % tot 95 %. Die vermeldingen werden door sommige landen te dwingend bevonden en werden dan ook verwijderd. De doelstelling op langere termijn, tijdens de tweede helft van de eeuw, bestaat erin te komen tot een evenwicht tussen de uitstoot van antropogene oorsprong en de opname van die uitstoot door koolstofputten (oceanen, wouden of, zonder dat dit uitdrukkelijk in de tekst staat, ondergrondse koolstofopslag).

Volgens het IPCC dan weer moet de wereldwijde uitstoot tegen 2050 met 40 % tot 70 % worden verminderd om te voorkomen dat het klimaat helemaal op hol slaat. De Overeenkomst van Parijs is op 4 november 2016 in werking getreden. Los van de standpunten van deze of gene over de vraag of die verbintenissen al dan niet toereikend zijn, komt het er nu op aan concreet te handelen conform de kenbaar gemaakte klimaatambities.

Het zou allesbehalve coherent zijn zich te verbinden tot min of meer ambitieuze doelstellingen inzake de vermindering van de BKG-uitstoot en de bevordering van de productie van hernieuwbare energie, maar tegelijkertijd financiële steun te blijven verlenen aan fossiele energiebronnen of althans de bankinstellingen daartoe massaal de gelegenheid te blijven bieden. Uit nationale, Europese en internationale onderzoeken blijkt immers dat het economisch en technisch mogelijk is om onze energiebehoeften tegen 2050 volledig te dekken met hernieuwbare energie<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> <http://www.greenpeace.org/international/en/press/releases/2015/100-Renewable-Energy-for-All1/http://www.roadmap2050.eu/>.

Eu égard à l'ensemble des engagements déjà pris, par souci de cohérence et pour éviter la catastrophe climatique qui nous guette, il est nécessaire d'agir également sur les pratiques des établissements bancaires actifs en Belgique, à commencer par ceux qui appartiennent en tout ou en partie à l'État fédéral. L'objectif étant, d'une part, la diminution du soutien au secteur des énergies fossiles et, d'autre part, l'augmentation des investissements dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

## **2.2. Parce que le secteur des énergies fossiles est un secteur instable et donc risqué**

De façon manifeste, les établissements bancaires en Belgique et dans le monde, particulièrement les plus importants d'entre eux, semblent considérer le financement des énergies fossiles comme un investissement comme un autre, voire comme un placement particulièrement rentable et donc à privilégier. Pourtant, il existe de nombreuses raisons économiques de désinvestir dans le secteur des énergies fossiles, à commencer par sa dangerosité et son instabilité. À défaut de pouvoir compter sur des gestionnaires et actionnaires naturellement vertueux, il est nécessaire que les pouvoirs publics fixent des règles de transparence et de désinvestissement dans le secteur du carbone.

L'investissement dans les énergies fossiles est de plus en plus risqué. Non seulement les énergies fossiles enfouies dans le sol sont de plus en plus difficiles et coûteuses à exploiter, vu leur raréfaction progressive et l'instabilité géopolitique. Par ailleurs, il y a une tendance mondiale au désinvestissement dans ce secteur.

La prochaine crise financière pourrait en effet être la crise de la bulle du carbone (*carbon bubble*). Une étude commandée par la banque HSBC citée par les Verts européens<sup>8</sup> estime qu'entre 40 et 60 % de la valeur des entreprises actives dans les énergies fossiles pourrait être perdue lorsque les investisseurs se rendront compte que leurs réserves ne pourront plus être exploitées et valorisées.

En cas d'absence de désinvestissement ou de désinvestissement trop lent, la baisse de l'activité économique et de la valeur boursière de ces entreprises se répercutera sur la valeur des actifs des fonds de pension, des compagnies d'assurance et des banques qui ont investi des sommes colossales dans les combustibles fossiles, avec le risque, comme lors des précédentes crises financières,

<sup>8</sup> "European greens and european gree party", *The Carbon Bubble: the financial risk of fossil fuels and need for divestment*, 2015.

In het licht van de al aangegane verbintenissen en met het oog op de coherentie en op het afwenden van een dreigende klimaatramp moet eveneens worden ingegrepen in de praktijken van de bankinstellingen in België, in de eerste plaats die welke geheel of gedeeltelijk in handen zijn van de Federale Staat. In dat verband ligt het in de bedoeling de steun aan de sector van de fossiele energiebronnen te verminderen, alsook de investeringen in de sector van de hernieuwbare energiebronnen en de energie-efficiëntie te bevorderen.

## **2.2. De sector van de fossiele brandstoffen is onstabiel en dus riskant**

Kennelijk beschouwen de bankinstellingen in België en elders in de wereld – en niet het minst de grootste banken – de financiering van fossiele energiebronnen als een investering zoals een andere, en zelfs als een hoogst rendabele en dus prioritaire belegging. Nochtans bestaan er heel wat economische redenen om niet langer te investeren in de sector van de fossiele energiebronnen, te beginnen met de risicograad en de onstabielheid ervan. Aangezien niet kan worden gerekend op van nature deugdzame beheerders en aandeelhouders, moet de overheid voor de koolstofsector regels vastleggen inzake transparantie en desinvestering.

Investeren in fossiele energieën wordt almaar riskanter. De ontginning van de fossiele brandstoffen in de bodem wordt steeds moeilijker en duurder als gevolg van de toenemende schaarste van die brandstoffen en de geopolitieke instabiliteit. Voorts is er wereldwijd een trend tot desinvestering in die sector.

De volgende financiële crisis zou immers wel eens de crisis van de koolstofzeepbel (*carbon bubble*) kunnen zijn. Volgens een door de Bank HSBC bestelde en door de Europese Groenen aangehaalde studie<sup>8</sup> zou 40 à 60 % van de waarde van de ondernemingen die in de sector van de fossiele energieën actief zijn, verloren kunnen gaan wanneer beleggers zich er bewust van worden dat hun reserves niet langer zullen kunnen worden ontgonnen en te gelde gemaakt.

Zonder desinvestering of bij een te langzame desinvestering zullen de afnemende economische activiteit en beurswaarde van de betrokken bedrijven een weerslag hebben op de waarde van de activa van de pensioenfondsen, de verzekeringsmaatschappijen en de banken die enorme bedragen hebben geïnvesteerd in de fossiele brandstoffen. Een en ander houdt het

<sup>8</sup> *European Greens and European Green Party, The Carbon Bubble: The financial risk of fossil fuels and need for divestment*, 2015.



que les États (et donc l'ensemble des citoyens) soient appelés au secours de ces établissements.

Pour éviter une nouvelle crise financière liée, celle-ci, à l'éclatement de la bulle carbone, il est urgent de sortir des énergies fossiles.

### **2.3. Parce que le secteur des énergies fossiles est de plus en plus polluant**

Comme l'ont établi les travaux du GIEC, c'est bien l'émission dans l'atmosphère des GES qui provoque le réchauffement de la planète. Derrière les êtres humains qui sont à l'origine de l'émission de ces gaz, l'industrie liée au secteur du carbone (pétroliers, énergéticiens, constructeurs automobile, ...) en est le facteur accélérant.

Pour atteindre l'objectif de limiter à moins de 2 °C le réchauffement de la planète, un tiers des réserves de pétrole, la moitié des réserves de gaz et plus de 80 % des réserves mondiales de charbon devraient, selon une étude menée conjointement par la *Carbon Tracker Initiative* et la *London School of Economics*<sup>9</sup>, demeurer dans le sol et ne pas être utilisées avant 2050. Cela signifie que la majeure partie des énormes réserves de charbon en Chine, en Russie et aux États-Unis devront rester inexploitées. Tout comme l'équivalent de 260 000 millions de barils de pétrole (ce qui représente les réserves de pétrole détenues par l'Arabie Saoudite) et de 60 % des réserves de gaz dont dispose le Moyen-Orient.

Ce sont également les autres sources de pétrole non conventionnelles qui devront rester enfouies dans le sol. C'est d'autant plus important que l'extraction de ces ressources (profondément enfouies ou moins pures, qu'il s'agisse de gaz de schiste ou de ressources particulièrement difficiles d'accès comme les réserves disponibles au niveau de l'Arctique ou le charbon australien) est particulièrement problématique quant à ses conséquences sur l'environnement. Elle soulève légitimement de nombreuses réactions tant des populations locales concernées que des mouvements de défense de l'environnement.

### **2.4. Pour rééquilibrer la balance commerciale belge et européenne**

Les pays qui ne parviennent pas à améliorer leur efficacité énergétique et à développer les énergies

<sup>9</sup> *Unburnable Carbon 2013: Wasted capital and stranded assets.*

risico in dat, net zoals bij eerdere financiële crisissen, de Staten (en alle burgers) worden opgeroepen om die instellingen te hulp te komen.

Om een nieuwe financiële crisis te voorkomen, die ditmaal te wijten zou zijn aan het uiteenspatten van de koolstofzeepbel, is een uitstap uit de fossiele energieën dringend noodzakelijk.

### **2.3. De sector van de fossiele energieën wordt steeds vervuilerder**

Zoals is gebleken uit de werkzaamheden van het IPCC, wordt de opwarming van de aarde wel degelijk veroorzaakt door de uitstoot van broeikasgassen in de atmosfeer. Achter de mensen die aan de uitstoot van die gassen ten grondslag liggen, staat de aan de koolstofsector verbonden nijverheid (aardolieondernemingen, energiebedrijven, autoconstructeurs enzovoort), die ter zake als een versnellende factor fungeert.

Om, zoals vooropgesteld, de opwarming van de aarde tot minder dan 2 °C te beperken, zouden volgens een gezamenlijk door het *Carbon Tracker Initiative* en de *London School of Economics* gevoerd onderzoek<sup>9</sup> wereldwijd een derde van de aardoliereserves, de helft van de gasreserves en meer dan 80 % van de steenkoolvoorraden in de bodem moeten blijven zitten en niet vóór 2050 mogen worden aangeboord. Dat betekent dat het merendeel van de gigantische steenkoolreserves in China, Rusland en de Verenigde Staten onontgonnen zullen moeten blijven. Hetzelfde geldt voor het equivalent van 260 000 miljoen vaten aardolie (wat de aardoliereserves van Saoedi-Arabië vertegenwoordigt) en voor 60 % van de gasreserves waarover het Midden-Oosten beschikt.

Ook de andere niet-conventionele aardoliebronnen zullen in de bodem moeten blijven zitten. Dat is des te belangrijker daar de ontginning van die hulpbronnen (die diep onder de grond gelegen of minder zuiver zijn, ongeacht of het daarbij gaat om schaliegas of om bijzonder moeilijk toegankelijke hulpbronnen, zoals de beschikbare reserves in het Noordpoolgebied of de Australische steenkool) bijzonder kwalijke milieugevolgen heeft en terecht veel reacties uitlokt bij de betrokken lokale bevolkingsgroepen én de milieubewegingen.

### **2.4. De Belgische en de Europese handelsbalans opnieuw in evenwicht brengen**

Landen die er niet in slagen hun energie-efficiëntie te verbeteren en de hernieuwbare energieën uit te bouwen,

<sup>9</sup> *Unburnable Carbon 2013: Wasted capital and stranded assets.*

renouvelables restent dépendants, économiquement, de ceux qui disposent de ressources énergétiques fossiles dans leur sous-sol. Chaque année, ce sont ainsi, en fonction de l'évolution du prix du baril de pétrole, des centaines de milliards d'euros qui sont dépensés par les pays européens pour importer des ressources énergétiques et acheter du gaz, du pétrole ou du charbon. Pour ce qui concerne la Belgique, ces dépenses se chiffrent en milliards d'euros. Tout cela impacte lourdement la balance commerciale des pays concernés et les prive de ressources utiles au développement de leur propre économie, à la préservation de leur modèle social, à une fiscalité modérée ou à la création d'emplois.

Se rendre autonome vis-à-vis des énergies fossiles en investissant dans les énergies renouvelables et dans l'efficacité énergétique doit nous permettre de répondre aux défis socio-économiques qui sont ceux de la Belgique, aujourd'hui.

### **2.5. Pour des raisons géopolitiques et pour combattre le terrorisme**

Cette dépendance vis-à-vis de quelques pays exportateurs n'est pas sans conséquences sur le plan géopolitique. De nombreux conflits sur le plan mondial, notamment au Proche et Moyen-Orient, sont la conséquence d'une volonté de garder ou de gagner la maîtrise de ces ressources et des recettes économiques qu'elles génèrent.

De plus, la dépendance vis-à-vis de ces pays empêche les pays importateurs de jouer un rôle actif dans la résolution des conflits mondiaux, que ce soit par l'action diplomatique ou en activant des mesures de rétorsion de quelque sorte que ce soit, notamment de type économique.

Dans le contexte de montée du terrorisme, une arme importante pour combattre les djihadistes est celle de la transition énergétique. Les monarchies du Golfe, et principalement l'Arabie Saoudite, jouent un rôle actif dans la propagation d'un Islam radical, en finançant son développement. Et, en Syrie, le mouvement terroriste Daech trouve une part importante de son financement dans l'exploitation des ressources pétrolières, leur utilisation ou leur revente via la Turquie.

Assécher ces sources de financement du terrorisme passe non seulement par un meilleur contrôle des mouvements financiers internationaux et un meilleur contrôle de l'origine du pétrole qui se retrouve sur nos marchés mais également par un mouvement général de désinvestissement dans le secteur des énergies fossiles.

blijven economisch afhankelijk van de landen met fossiele energiebronnen in hun bodem. Jaarlijks geven de Europese landen aldus, naargelang van de evolutie van de prijs per vat aardolie, honderden miljarden euro uit om energiebronnen te importeren en gas, aardolie of steenkool te kopen. Wat België betreft, bedragen die kosten miljarden euro's. Dat alles heeft een zware weerslag op de handelsbalans van de betrokken landen en berooft ze van nuttige hulpbronnen voor de ontwikkeling van hun eigen economie, voor de vrijwaring van hun sociaal model, voor een gematigde fiscaliteit of ten behoeve van banencreatie.

Onafhankelijk worden van fossiele brandstoffen door te investeren in hernieuwbare energieën en in energie-efficiëntie, moet ons in staat stellen een antwoord te bieden op de sociaaleconomische uitdagingen waarmee België vandaag wordt geconfronteerd.

### **2.5. Geopolitieke redenen en terrorismebestrijding**

Die afhankelijkheid van enkele exporterende landen heeft gevolgen op geopolitiek vlak. Veel conflicten in de wereld, met name in het Nabije Oosten en het Midden-Oosten, zijn het gevolg van de wil van sommigen om meester te blijven of te worden van die hulpbronnen en van de economische winsten die zij opleveren.

Bovendien belet die afhankelijkheidspositie de importerende landen een actieve rol te spelen in het zoeken naar een oplossing voor de wereldconflicten, via diplomatieke weg dan wel door vergeldingsmaatregelen van welke aard ook, met name van economische aard.

In de context van het toenemende terrorisme is de energieomschakeling een belangrijk wapen in de strijd tegen de jihadisten. De Golfmonarchieën, en in hoofdzaak Saoedi-Arabië, spelen een actieve rol in de verspreiding van een radicale Islam door de ontwikkeling ervan te financieren. In Syrië dan weer haalt terreurbeweging IS een groot deel van haar financiering uit de exploitatie van aardolie, met name uit het gebruik ervan of uit de verkoop via Turkije.

Het droogleggen van de financieringsbronnen van het terrorisme wordt niet alleen mogelijk gemaakt door een beter toezicht op de internationale geldstromen en een betere controle op de oorsprong van de olie die op onze markten terechtkomt, maar eveneens door een algemene trend van desinvestering in de sector van de fossiele brandstoffen.

## 2.6. Pour respecter nos obligations européennes en matière de prévention des risques financiers systémiques

Intégrer les risques financiers systémiques et organiser le désinvestissement progressif dans le secteur des énergies fossiles, c'est aussi se mettre en conformité avec la directive européenne 2014/95/UE. Cette directive concerne la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité<sup>10</sup> qui devait être transposée pour décembre 2016. Elle modifie la directive 2013/34/UE. Son article 1<sup>er</sup> insère un nouvel article 19*bis* dans ladite directive 2013/34/UE

Le point 1.d. de cet article 19*bis* dispose que:

“1. Les grandes entreprises qui sont des entités d'intérêt public dépassant, à la date de clôture de leur bilan, le critère du nombre moyen de 500 salariés sur l'exercice incluent dans le rapport de gestion une déclaration non financière comprenant des informations, dans la mesure nécessaire à la compréhension de l'évolution des affaires, des performances, de la situation de l'entreprise et des incidences de son activité, relatives au moins aux questions environnementales, aux questions sociales et de personnel, de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption, y compris: (...)

d) les principaux risques liés à ces questions en rapport avec les activités de l'entreprise, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les relations d'affaires, les produits ou les services de l'entreprise, qui sont susceptibles d'entraîner des incidences négatives dans ces domaines, et la manière dont l'entreprise gère ces risques”.

D'une façon manifeste, le risque lié à l'investissement dans le secteur des énergies fossiles doit donc être mieux pris en compte et rapporté par les établissements financiers. Cette prise en compte est donc une réponse à donner à l'obligation de transposition de cette directive 2014/95/UE.

<sup>10</sup> Directive 2014/95/UE Du Parlement Européen et du Conseil du 22 octobre 2014 modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes, publiée au JOL n° 330 du 15 novembre 2014.

## 2.6. Onze Europese verplichtingen naleven om systemische financiële risico's te voorkomen

De systemische financiële risico's integreren en werk maken van de progressieve desinvestering in de sector van de fossiele brandstoffen, betekent ook zich voegen naar Europese richtlijn 2014/95/EU. Die richtlijn heeft betrekking op de bekendmaking van niet-financiële informatie en informatie inzake diversiteit<sup>10</sup>, en moest zijn omgezet tegen december 2016. Zij wijzigt richtlijn 2013/34/EU. Bij artikel 1 ervan wordt een nieuw artikel 19*bis* ingevoegd in richtlijn 2013/34/EU.

Punt 1.d. van dat artikel 19*bis* bepaalt:

“1. Grote ondernemingen die organisaties van openbaar belang zijn en op hun balansdatum de drempel van een gemiddeld personeelsbestand van 500 werknemers gedurende het boekjaar overschrijden, nemen in het bestuursverslag een niet-financiële verklaring met informatie op, in de mate waarin zulks noodzakelijk is voor een goed begrip van de ontwikkeling, de resultaten en de positie van de onderneming alsmede van de effecten van haar activiteiten, die minstens betrekking heeft op milieu-, sociale en personeelsaangelegenheden, eerbiediging van mensenrechten en de bestrijding van corruptie en omkoping, met inbegrip van: (...)

d) de voornaamste risico's die verbonden zijn aan deze aangelegenheden in verband met de bedrijfsactiviteiten van de onderneming, waaronder, waar relevant en evenredig, haar zakelijke betrekkingen, producten of diensten die waarschijnlijk zullen leiden tot negatieve effecten op deze gebieden, en hoe de onderneming deze risico's beheert”.

Het risico dat verbonden is aan de investering in de sector van de fossiele brandstoffen, moet klaarblijkelijk door de financiële instellingen beter worden ingeschat en gerapporteerd. Een dergelijke inschatting kan dus een afdoende invulling zijn van de verplichting tot omzetting van voormelde richtlijn 2014/95/EU.

<sup>10</sup> Richtlijn 2014/95/EU van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 tot wijziging van richtlijn 2013/34/EU met betrekking tot de bekendmaking van niet-financiële informatie en informatie inzake diversiteit door bepaalde grote ondernemingen en groepen, bekendgemaakt in het PB L nr. 330 van 15 november 2014.

### 3. Pourquoi fixer des critères éthiques stricts dans le cadre d'outils d'investissement public?

#### 3.1. Car l'État doit montrer l'exemple

Ces dernières années, certaines autorités publiques sont devenues plus sensibles aux questions climatiques. Par exemple, la banque centrale des Pays-Bas a commandé une étude sur la transition vers une économie zéro carbone. Dans leur viseur: la bulle carbone<sup>11</sup>.

Parce qu'ils sont publics, les investissements de l'État belge se doivent d'être exemplaires.

D'abord, parce qu'il est important que l'État le soit aussi. L'État applique le droit et des décisions de justice. Il est la personne morale la plus importante. En ce sens, il doit être un sujet de droit irréprochable.

Par ailleurs, de plus en plus d'entreprises prennent conscience de leur responsabilité sociale. Il s'agit d'un véritable enjeu de société. Elles sont ainsi de plus en plus attentives au processus d'intégration des dimensions sociale, environnementale, éthique, de consommation et de droits de l'homme dans leur stratégie et leurs opérations<sup>12</sup>.

S'il paraît de nos jours au moins bienvenu, voire tout à fait nécessaire, pour une entreprise, de ne pas se soucier de son seul chiffre d'affaires, il en va de même pour l'État: tout n'est pas une question d'argent. En somme, le bien commun et l'intérêt public sont des boussoles essentielles de l'action publique.

Dans un monde de plus en plus pollué, et dans un contexte de fortes inégalités sociales, les impacts environnementaux et sociaux de l'action publique méritent ainsi une attention particulière. Ce point est d'autant plus important à considérer que les investisseurs des pays les plus riches (dont fait partie la Belgique) sont ceux qui se sentent les moins concernés par les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance dans leurs investissements<sup>13</sup>.

Parallèlement, en Belgique, peu de banques proposent des livrets d'épargne éthiques.

<sup>11</sup> VANAERSCHOT Franck, "des banques zéro fossile pour lutter contre la bulle carbone", Coalition Climat et Fairfin, 2017.

<sup>12</sup> Définition de la Commission européenne: [http://ec.europa.eu/growth/industry/corporate-social-responsibility\\_fr](http://ec.europa.eu/growth/industry/corporate-social-responsibility_fr).

<sup>13</sup> DE LAMINNE Isabelle, "En investissement, les belges manquent d'éthique", mardi 3 janvier 2017, site de la Libre Belgique: <http://www.lalibre.be/economie/placements/en-investissement-les-belges-manquent-d-ethique-586b7cf9cd70717f88e63869>.

### 3. Waarom stringente ethische criteria opnemen in overheidsinvesteringsinstrumenten?

#### 3.1. Omdat de Staat het voorbeeld moet geven

De jongste jaren zijn sommige overheden zich meer bewust geworden van de klimaatvraagstukken. Zo heeft de Nederlandse centrale bank opdracht gegeven voor een onderzoek naar de transitie naar een koolstofvrije economie, met als doelwit: de koolstofbubbel<sup>11</sup>.

Juist omdat het om openbare investeringen gaat, moeten de investeringen van de Belgische Staat tot voorbeeld strekken.

In de eerste plaats omdat ook de Staat zelf een voorbeeldfunctie heeft. De Staat past het recht en de rechterlijke beslissingen toe. Hij is de belangrijkste rechtspersoon. In dat opzicht moet hij een onberispelijke rechtsonderhorige zijn.

Bovendien zijn steeds meer bedrijven zich bewust van hun sociale verantwoordelijkheid. Dit is een heuse maatschappelijke uitdaging. Zo hebben de bedrijven steeds meer aandacht voor de geleidelijke integratie van verschillende dimensies in hun strategie en hun acties: sociale aspecten, milieu, ethiek, consumptiegedrag en mensenrechten<sup>12</sup>.

Voor een bedrijf is het tegenwoordig niet alleen aangeraden, maar zelfs absoluut noodzakelijk niet enkel oog te hebben voor de omzet. Dat geldt evenzeer voor de Staat: niet alles draait om geld. Kort samengevat: het gemeenschappelijk goed en het algemeen belang moeten de leidraad vormen voor het overheidsoptreden.

In een wereld met steeds meer vervuiling en verregaande sociale ongelijkheid, verdienen de ecologische en sociale impact van het overheidsoptreden dan ook bijzondere aandacht. Het is des te belangrijker dit punt in aanmerking te nemen, daar de investeerders van de rijkste landen (waaronder België) zich in hun investeringen het minst gelegen laten aan sociale en milieuaspecten en aan goed bestuur<sup>13</sup>.

Daarnaast zijn er weinig Belgische banken die ethische spaarboekjes aanbieden.

<sup>11</sup> VANAERSCHOT Franck, "Fossiele banken in de strijd tegen de koolstofzeepbel", Klimaatcoalitie en Fairfin 2017.

<sup>12</sup> Definitie van de Europese Commissie: [http://ec.europa.eu/growth/industry/corporate-social-responsibility\\_nl](http://ec.europa.eu/growth/industry/corporate-social-responsibility_nl).

<sup>13</sup> DE LAMINNE Isabelle, *En investissement, les belges manquent d'éthique!*, 3 januari 2017, website La Libre Belgique: <http://www.lalibre.be/economie/placements/en-investissement-les-belges-manquent-d-ethique-586b7cf9cd70717f88e63869>.

On connaît le récent pacte d'investissement dévoilé par le gouvernement Michel. Les cinq secteurs prioritaires que sont la mobilité, la transition énergétique, l'agenda digital, le secteur de la santé et celui des infrastructures de l'État sont autant de domaines qui demandent une orientation éthique.

### 3.2. Pour suivre l'exemple norvégien

Dans ce domaine, le cas de la Norvège peut servir d'exemple. Le fonds de pension du gouvernement du pays, le "Government Pension Fund Global", est le plus gros fonds souverain au monde avec 919 milliards d'euros) d'actifs sous gestion<sup>14</sup>. Il est particulièrement réputé pour son approche éthique et socialement responsable d'investissement. Ainsi, tient-il à jour une liste d'exclusion d'entreprises. Ce travail se fait en collaboration avec le ministre des Finances norvégien, ainsi que le parlement du pays.

Le fonds exclut près d'une centaine d'entreprises sur la base de leur "mauvaise conduite". Cette mauvaise conduite est définie en fonction des indicateurs suivants: violation sévère des droits de l'homme, dommages sévères à l'environnement, corruption, violations des droits de l'homme dans des pays en situation de guerre ou de conflit, autres violations particulièrement sérieuses des normes éthiques. Le fonds exclut également les entreprises productrices d'armes nucléaires, de sous-munitions ou bien encore de tabac. Les sociétés dans lesquelles le charbon représente plus de 30 % du chiffre d'affaires ou de l'activité sont également "blacklistées".

Pourquoi la Belgique n'en ferait-elle pas autant?

Gilles VANDEN BURRE (Ecolo-Groen)  
Dieter VANBESIEN (Ecolo-Groen)  
Georges GILKINET (Ecolo-Groen)  
Kristof CALVO (Ecolo-Groen)  
Laurence HENNUY (Ecolo-Groen)  
Tinne VAN DER STRAETEN (Ecolo-Groen)  
Sarah SCHLITZ (Ecolo-Groen)  
Kim BUYST (Ecolo-Groen)  
Julie CHANSON (Ecolo-Groen)  
Wouter DE VRIENDT (Ecolo-Groen)

<sup>14</sup> DE LAMINNE Isabelle, "Investissement responsable: voici la liste des sociétés à exclure", site de Moneystore: <http://moneystore.be/2017/placements-responsables/investissement-responsable-voici-liste-noire-socits-exclure> (consulté le 25 avril 2017).

In het recente investeringspact van de regering-Michel wordt bij voorrang ingezet op vijf sectoren: mobiliteit, energietransitie, digitale agenda, gezondheidszorg en openbare infrastructuur. Het zijn allemaal domeinen waar een ethische koers moet worden genomen.

### 3.2. Het Noorse voorbeeld volgen

Noorwegen kan in dit verband als gidsland naar voren worden geschoven. Het pensioenfonds van de Noorse regering – het *Government Pension Fund Global* – is het grootste staatsinvesteringsfonds ter wereld. Het beheert een vermogen van 919 miljard euro<sup>14</sup>. Het pensioenfonds staat vooral bekend om zijn ethisch en sociaal verantwoord beleggingsbeleid. Zo wordt een lijst bijgehouden van bedrijven die worden uitgesloten. Hiervoor wordt samengewerkt met de minister van Financiën van Noorwegen en met het Noorse parlement.

Het fonds sluit een honderdtal bedrijven uit op basis van hun "wangedrag". Dit wangedrag wordt bepaald aan de hand van de volgende indicatoren: ernstige mensenrechtenschending, ernstige milieuschade, corruptie, mensenrechtenschendingen in landen in oorlog of conflict, andere zeer zwaarwichtige schendingen van de ethische normen. Het fonds sluit ook de bedrijven uit die kernwapens, submunitie of tabak produceren. De bedrijven waar steenkool meer dan 30 % uitmaakt van de omzet of de activiteit staan eveneens op de zwarte lijst.

Wat weerhoudt België ervan om dat ook te doen?

<sup>14</sup> DE LAMINNE Isabelle, "Investissement responsable: voici la liste des sociétés à exclure", website Moneystore: <http://moneystore.be/2017/placements-responsables/investissement-responsable-voici-liste-noire-socits-exclure>, geraadpleegd op 25 april 2017.

## PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu que Belfius est une banque qui appartient à l'État belge;

B. vu que Belfius investit encore dans le charbon et dans d'autres combustibles fossiles;

C. considérant que Belfius ne prend pas position à l'égard du financement général des entreprises minières et énergétiques;

D. considérant que la SFPI est l'organisme principal d'investissements du gouvernement;

E. considérant que la SFPI n'utilise pas de critères objectivables pour des investissements durables et éthiques dans sa charte d'investissement;

F. vu les engagements de la Belgique en matière climatique;

G. considérant que le secteur des énergies fossiles est un secteur instable et donc risqué;

H. considérant que le secteur des énergies fossiles est de plus en plus polluant;

I. considérant que les énergies fossiles provoquent un déséquilibre de la balance commerciale tant belge qu'européenne;

J. vu les obligations européennes de l'État belge en matière de prévention des risques financiers systémiques;

K. considérant le rôle d'exemplarité que l'État se doit d'avoir, en particulier en termes d'investissements éthiques;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de créer une liste d'exclusion d'investissements publics pour Belfius et la SFPI:

a. sur la base de "mauvais comportements" qui impliquent:

- i. une violation sévère des droits de l'homme;
- ii. des dommages sévères à l'environnement;
- iii. de la corruption;

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. wijst erop dat Belfius een bank is die toebehoort aan de Belgische Staat;

B. merkt op dat Belfius nog steeds investeert in steenkool en andere fossiele brandstoffen;

C. stelt vast dat Belfius geen standpunt inneemt wat de algemene financiering van de mijn- en energiebedrijven betreft;

D. wijst erop dat de FPIM het voornaamste investeringsorgaan van de regering is;

E. stelt vast dat de FPIM in haar investeringscharter geen objectiveerbare criteria hanteert voor duurzame en ethische investeringen;

F. verwijst naar de klimaatverbintenissen van België;

G. stipt aan dat de sector van de fossiele brandstoffen een onstabiele en dus risicovolle sector is;

H. wijst erop dat de sector van de fossiele brandstoffen almaar vervuilender wordt;

I. geeft aan dat de fossiele brandstoffen de handelsbalans uit evenwicht brengen, zowel in België als op Europees niveau;

J. attendeert op de Europese verplichtingen van de Belgische Staat om systemische financiële risico's te voorkomen;

K. vindt dat de Staat het aan zichzelf verplicht is een voorbeeldfunctie te vervullen, inzonderheid wat ethische investeringen betreft;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. ten behoeve van Belfius en van de FPIM een uitsluitingslijst inzake overheidsinvesteringen aan te leggen:

a. op grond van "wangedrag", wat het volgende impliceert:

- i. een ernstige mensenrechtenschending;
- ii. ernstige milieuschade;
- iii. corruptie;

iv. des violations des droits de l'homme dans des pays en situation de guerre ou de conflits;

v. d'autres violations particulièrement sérieuses de normes éthiques;

b. dans la production d'armes nucléaires, de sous-munitions ou bien encore de tabac;

2. de faire en sorte que Belfius définisse des critères pour identifier et réduire le financement d'entreprises qui exploitent en partie des combustibles fossiles ou qui utilisent en partie des combustibles fossiles pour la production d'électricité;

3. d'amener Belfius à poursuivre et à étendre sa politique de financement éthique aux investissements en actions et obligations gérés pour compte propre et pour compte de tiers;

4. d'imposer à la SFPI de ne plus investir dans des entreprises ou des fonds liés aux énergies fossiles, selon les mêmes modalités;

5. de relayer dans les conseils d'administration dans lesquels la SFPI est représentée la demande d'exclusion des investissements favorables aux énergies fossiles.

3 octobre 2019

Gilles VANDEN BURRE (Ecolo-Groen)  
 Dieter VANBESIEN (Ecolo-Groen)  
 Georges GILKINET (Ecolo-Groen)  
 Kristof CALVO (Ecolo-Groen)  
 Laurence HENNUY (Ecolo-Groen)  
 Tinne VAN DER STRAETEN (Ecolo-Groen)  
 Sarah SCHLITZ (Ecolo-Groen)  
 Kim BUYST (Ecolo-Groen)  
 Julie CHANSON (Ecolo-Groen)  
 Wouter DE VRIENDT (Ecolo-Groen)

iv. mensenrechtenschendingen in landen waar oorlogen of conflicten woeden;

v. andere bijzonder ernstige schendingen van ethische normen;

b. in geval van productie van kernwapens of clustermunitie, of in geval van tabaksproductie;

2. ervoor te zorgen dat Belfius criteria vastlegt om de financiering te bepalen en te verminderen van ondernemingen die gedeeltelijk gebruik maken van fossiele brandstoffen of die gedeeltelijk fossiele brandstoffen aanwenden voor de opwekking van elektriciteit;

3. Belfius ertoe te brengen zijn beleid inzake ethisch beleggen voort te zetten en uit te breiden tot beleggingen in aandelen en obligaties die voor eigen rekening of voor rekening van derden worden beheerd;

4. volgens dezelfde nadere regels de FPIM op te leggen niet langer te investeren in ondernemingen of te beleggen in fondsen die aan fossiele energievormen zijn gerelateerd;

5. in de raden van bestuur waarin de FPIM is vertegenwoordigd het verzoek over te brengen om investeringen uit te sluiten die gunstig zijn voor fossiele energievormen.

3 oktober 2019